



ACHATS CENTRAUX HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 01 02

**CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIERES**

Consultation N°24-074

Marché à procédure adaptée

Objet : Mission de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le domaine immobilier privé de l'AP- HP.

Le présent marché est conclu pour une période ferme de deux ans à compter de sa date de notification, suivi de deux reconductions de 12 mois et est résiliable sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris, 3 mois avant chaque échéance.

Ce document comprend 14 pages

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	1 / 15

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Forme	3
1.3 : Durée.....	3
1.4 : Définition de la prestation	3
1.5 : Bons de commandes	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 : DEFINITION ET OBLIGATION GENERAL DU TITULAIRE	4
3.1: Le titulaire du marché	4
3.2: Représentation du cocontractant pendant l'exécution du marché.....	5
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION	5
5.1 : Conduite d'opération.....	5
5.2 : Maîtrise d'œuvre	5
5.3 : Ordonnancement, pilotage, coordination	5
5.4 : Objet des missions	6
5.5 : Autorité du coordonnateur SPS	6
5.6 : Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.	6
5.7 : Conditions générales d'exécution	7
ARTICLE 6 : CONTENU DE LA MISSION	8
6.1 Missions du coordonnateur	8
6.1.1 Phase Conception.....	8
6.1.2 Phase Réalisation	9
6.2 Missions complémentaires coordonnateur	11
6.2.1 Ouverture du registre journal de coordination	11
6.2.2 Plan général de coordination SPS	11
6.2.3 Déclaration préalable	12
6.2.4 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).....	12
7 Conditions d'exécution	13
7.1 Dispositions relatives à l'exercice de la mission	13
7.2 Pièces à fournir par le titulaire	14
ARTICLE 8 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE - RECEPTION	14
8.1: Contrôle	14
8.2: Suivi du marché	14
8.3: Réception	14

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	2 / 15

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 : Objet

Le présent marché a pour objet des prestations de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (S.P.S), pour les phases étude et travaux, relatives aux travaux de rénovation et de mise en conformité intervenants sur le domaine privé de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris situés dans Paris intramuros et proche banlieue.

Les logements du domaine privé sont répartis dans environ 80 sites différents situés dans Paris intra-muros et en banlieue.

L'information ci-dessus précise le cadre général d'intervention de l'entreprise, qui pourra varier suivant l'évolution en plus comme en moins du patrimoine immobilier privé de l'AP-HP. Elle présente donc un caractère indicatif et, en aucun cas, contractuel.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de Paris jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

En application de la loi du 31 Décembre 1993 et du décret n°2008-244 du 7 mars 2008 pris pour son application, les missions pourront être de la catégorie 1, 2 ou 3, au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.2 : Forme

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

1.3 : Durée

Le marché est conclu pour la période de 2 ans deux ans à compter de sa date de notification, suivi de deux reconductions tacites de 24 mois et est résiliable sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris, 3 mois avant chaque échéance.

1.4 : Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le présent cahier des clauses particulières.

En application de l'article 77.I, le titulaire est engagé pour le montant maximum.

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	3 / 15

1.5 : Bons de commandes

Les missions CSPS ne peuvent être exercées qu'après l'émission d'un bon de commande. Les bons de commande seront établis le Service Logement et Gestion des Actifs Immobiliers de l'AP-HP et transmises au titulaire par mail.

Le bon de commande et la lettre de mission indiquent au moins :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la lettre de mission ;
- Le projet ou l'opération concernée ;
- Le contenu de la mission et les différentes phases;
- Le découpage de la mission en une ou plusieurs tranches (Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni de dédit afférent à des éventuelles tranches conditionnelles) ;
- les délais d'exécution prévus pour les prestations commandées

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG PI, le titulaire n'a pas la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le service ACHAT.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité des marchés.

L'exécution des bon de commande devra néanmoins se poursuivre jusqu'à l'exécution complète des travaux, ce afin d'assurer la continuité des prestations dans le temps et de déterminer les responsabilités en découlant.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG PI), le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité:

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et techniques ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence dont les droits de propriété intellectuelle dans sa rédaction de l'option B;
- les bons de commande et la lettre de mission,
- tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3 : DEFINITION ET OBLIGATION GENERAL DU TITULAIRE

3.1 : Le titulaire du marché

Le présent marché est conclu avec le titulaire désigné dans l'acte d'engagement ainsi que son suppléant.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ;
- à son capital social,

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	4 / 15

3.2 : Représentation du cocontractant pendant l'exécution du marché

Le titulaire s'oblige à notifier au représentant du pouvoir adjudicateur le nom, la qualité, et les fonctions du coordonnateur SPS ainsi que ceux de son suppléant ayant qualité pour le représenter au sens de l'article 3.4 du CCAG- PI, dès la notification du présent marché.

Au titre de ces personnes, figure le coordonnateur SPS et son suppléant présenté par le titulaire dans son offre à l'acte d'engagement.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir la mission, le titulaire doit aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remise contre récépissé et prendre toutes les mesures nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, en application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'obligation lui est faite de désigner, sans délai, un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI :

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision.

Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32.1.e) du CCAG PI.

Le coordonnateur S.P.S. ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur S.P.S. accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des Travailleurs.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 : Conduite d'opération

Les projets du domaine privé APHP sont conduits par le Service Logement et Gestion des Actifs Immobiliers ou son mandataire. Ils concernent les bâtiments du domaine immobilier privé de l'AP-HP. (Environ 150 bâtiments d'habitations y compris commerces, répartis dans 80 groupes immobiliers).

5.2 : Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre pourra être assurée par le service technique du maître d'ouvrage, défini ci-après : Service Stratégie Logement et Gestion des Actifs Immobiliers ou tout mandataire désigné par ce dernier.

5.3 : Ordonnancement, pilotage, coordination

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est assurée, par le service technique du maître d'ouvrage, défini ci-après : Service Stratégie Logement et Gestion des Actifs Immobiliers ou tout mandataire désigné par ce dernier.

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	5 / 15

5.4 : **Objet des missions**

La forme spécifique des marchés à bons de commande et la durée maximale de ces marchés impliquent que les travaux concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits pour les documents constitutifs du présent marché. La description des travaux concernés fera l'objet d'une lettre de mission jointe à chacun des bons de commande émis.

La lettre de mission comprendra les éléments suivants :

- Le nom, la qualité des coordonnateurs personnes physiques et des suppléants
- Les termes de la mission
- Le temps passé par le coordonnateur sur le chantier
- Les modalités pratiques de la présence
- L'autorité et les moyens qui sont conférés au coordonnateur.

5.5 : **Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants devra être soumis au maître d'ouvrage.

5.6 : **Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

Libre accès

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès :

- aux chantiers en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions

Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage ou son mandataire communique au coordonnateur S.P.S. :

Au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;

Avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux "Elément Avant-projet" et "Elément Projet" ;

Le maître d'ouvrage ou son mandataire remet au coordonnateur S.P.S. tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.), notamment les Dossiers des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dès qu'ils sont établis.

Le maître d'ouvrage ou son mandataire informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquels ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	6 / 15

Dispositions prises par le maître d'ouvrage

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur S.P.S. :
 - L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levée de réserves ;
 - l'ensemble des documents et ordres de service relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - les copies des déclarations d'accident du travail ;
 - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes, qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que le coordonnateur S.P.S. soit informé :
 - de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions ;
 - de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie dite « garantie de parfait achèvement" » (GPA) telle qu'elle sera prévue dans les documents particuliers des marchés de travaux objet de la mission CSPS ;

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur S.P.S. puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaire au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc...) et en particulier les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leurs intégrations dans la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé;

5.7 : Conditions générales d'exécution

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence, pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-30 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase de conception ou de la phase de réalisation, la même personne physique comme coordonnateur S.P.S ainsi que son suppléant.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le Maître d'ouvrage.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur S.P.S. remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de Coordination et du Plan Général de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables.

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	7 / 15

ARTICLE 6 : CONTENU DE LA MISSION

6.1 Missions du coordonnateur

6.1.1 Phase Conception

Phase APS/APD

En phase APS, le coordonnateur SPS doit :

- Participation aux réunions de conception d'étude et d'élaboration de l'ouvrage
- Ouvrir, dès la signature du contrat ou la notification du marché, un registre journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa
- Organiser l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'exploitant sur, et à proximité du site où est implanté le chantier
- Avec ce ou ces responsables, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS procède à une inspection des lieux, visant à :
 - Délimiter le chantier ;
 - Matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
 - Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
 - Définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires ;
 - Les vestiaires et les locaux de restauration du personnel ;
 - Arrêter les consignes de sécurité ;
- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus ;
- S'assurer d'être destinataire des dossiers avant-projet et tout dossier d'urbanisme ;
- Prendre connaissance des diagnostics techniques réglementaires réalisés, et suggérer au maître d'œuvre des investigations complémentaires ;
- Émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre journal dont l'analyse des risques pour les futurs travaux.

Par exemple : nettoyage des surfaces vitrées en élévation, nettoyage des surfaces vitrées en toiture, accès en couverture - moyens d'arrimage, possibilité de mise en place de garde-corps ou à défaut de filets en couverture, ravalements des halls de grande hauteur ; accès aux cabines d'ascenseurs ; accès aux canalisations en galerie technique ; accès en vide sanitaire...

Il s'agira notamment d'analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure et des documents d'études remis au coordonnateur SPS, demander les dispositions prévues par le maître d'œuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement

- Proposer au maître d'ouvrage, dans les délais impartis, la déclaration préalable au moment du dépôt de tout dossier d'urbanisme (PC, AT...) avant la transmission aux organismes concernés,

Phase PRO

En phase PRO, le coordonnateur SPS doit :

- Participation aux réunions de conception d'étude et d'élaboration de l'ouvrage

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	8 / 15

Suite à sa participation aux réunions et à la consultation des dossiers :

Emettre des observations ou propositions et analyser les dossiers, qu'il va consigner dans le registre journal,
Émettre un avis sur les préconisations du maître d'œuvre suite aux analyses, aux diagnostics complémentaires,

- Ouvrir le DIUO
- Compléter le registre journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa ;
- Élaborer le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant- projet définitif, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation.
- Veiller que suite à la déclaration de travaux faite par la maîtrise d'ouvrage concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE ;
- Proposer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures ;
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier ;

En application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles

- Prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages).

Phase DCE

- Participation aux réunions de conception d'étude et d'élaboration du DCE
- S'assurer que le PGC initial est intégré au dossier de consultation remis aux entreprises ;
- Demander au maître de l'ouvrage et analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, DPGF) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC;
- Émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier ;
- Compléter le registre journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa ;
- Faire évoluer le DIUO et établir la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises ;
- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux Co activités simultanées et/ou successives ;
- Réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur de réalisation si le coordonnateur conception est différente du coordonnateur réalisation. A cette fin, production d'un dossier de fin de conception dont deux exemplaires seront transmis au maître d'ouvrage et un exemplaire au maître d'œuvre. Ce dossier est constitué du PGC, DIUO, registre journal, et des différents documents écrits édités par le coordonnateur pendant cette phase. Cette passation est notifiée par un procès-verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

Fin de mission phase conception : la mission phase conception sera considérée comme terminée lorsque toutes les tâches définies seront réalisées et lorsque le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, et le cas échéant, le coordinateur de la phase réalisation auront reçu et accepté le dossier de fin de mission phase conception. A cet effet, ceux-ci disposeront d'un délai de 15 jours après réception du dossier pour faire part de leurs éventuelles observations.

6.1.2 Phase Réalisation

Phase préparation de chantier

En phase de préparation de chantier, le coordonnateur SPS doit, suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'œuvre communiquer aux entreprises :

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	9 / 15

- Transmettre les dispositions consignées dans le PGC ou la notice :
 - Les consignes de sécurité arrêtées
 - L'organisation des premiers secours en cas d'urgence
 - La description du dispositif mis en place à cet effet.
- Viser et émettre un avis sur le plan d'installation de chantier
- S'assurer de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès
- Mettre à jour la déclaration préalable,
- organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous- traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération,
- Recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours pour les travaux second œuvre) suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux,
- Communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants,
- Transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs,
- Communiquer obligatoirement dans le cas d'opération de construction de bâtiment aux autres entrepreneurs, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers,
- Vérifier, à réception des PPSPS, leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC,
- Tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier,
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa. Ce dernier devra comporter tous les événements notables du chantier (arrêt de chantier, coactivités dangereuses...) en mentionnant la date et l'heure de la décision ou du constat, le type de travaux, la zone, le matériel concerné, ainsi que l'identité et la fonction des personnels présents, les raisons de sa décision...
- Une copie du document devra être disponible sur le chantier,
- Le registre – journal sera présenté à leur demande aux organismes concernés,
- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus,
- Émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre journal,
- Veiller à ce que les risques dus à la coactivité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux,
- Donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel.

Phase suivi de chantier

En phase suivi de chantier, le coordonnateur SPS doit :

- Présence aux réunions de chantier (et toutes autre convocations), ainsi que des visites inopinées en phase travaux.
- Transmettre le PV au maître d'ouvrage au maître d'œuvre aux entreprises et à leur CHSCT,
- Compléter le registre journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa,
- Compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations,
- Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent. Le CSPS se rendra à minima une fois par semaine sur le chantier, et aussi souvent que nécessaire, ainsi que sur les demandes du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Chaque visite de chantier sera consignée au registre journal.
- S'assurer de la bonne tenue par les entreprises des installations sanitaires
- Veiller à l'établissement par les entreprises de la liste du personnel intervenant sur le chantier, et s'assurer que le personnel présent sur le chantier est bien référencé sur les listes transmises.
- Donner un avis sur la mise à jour du calendrier,

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	10 / 15

- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les
- comptes rendus des réunions de chantiers, et suivies d'effet.

Réception des travaux / GPA

En phase réception des travaux, le coordonnateur SPS doit :

- Transmettre le PV au maître d'ouvrage au maître d'œuvre aux entreprises et à leur CHSCT,
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa,
- Compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations,
- Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent. Le CSPS se rendra sur le chantier, aussi souvent que nécessaire, ainsi que sur les demandes du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Chaque visite de chantier sera consignée au registre journal.
- Transmettre à la fin de chaque visite de chantier le rapport consigné dans le registre journal au maître d'œuvre ainsi qu'à ACHAT à l'adresse suivante : secretariat.smmat.aca@aphp.fr. La non transmission de ce rapport à ACHAT entraînera une pénalité décrite dans le chapitre pénalité du CCAP.
- S'assurer de la bonne tenue par les entreprises des installations sanitaires
- Veiller à l'établissement par les entreprises de la liste du personnel intervenant sur le chantier, et s'assurer que le personnel présent sur le chantier est bien référencé sur les listes transmises.
- Donner un avis sur la mise à jour du calendrier,
- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers, et suivies d'effet.
- Coordonner les travaux de levées de réserves
- Coordonner les travaux pendant la durée de garantie de parfait achèvement.

6.2 Missions complémentaires coordonnateur

6.2.1 Ouverture du registre journal de coordination

Le RJC doit être établi à la date démarrage de la mission indiquée dans le bon de commande :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération que le coordonnateur fait viser par les entreprises concernées.
- Les observations ou notifications que le coordonnateur peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier et qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- Dès que le coordonnateur en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
- Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder, le cas échéant.
- Une copie du procès-verbal établi lors de la transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage au maître d'ouvrage.

Le RJC est tenu, sur leur demande, à la disposition du maître d'œuvre, de l'inspecteur du travail, de l'agent du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale ainsi qu'à celle l'agent de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP). Le RJC doit être conservé par le coordonnateur pendant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

6.2.2 Plan général de coordination SPS

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est établi par le coordonnateur SPS pour les opérations de niveau 2 et en version simplifiée pour les opérations de niveau 3 présentant un risque particulier. Il définit

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	11 / 15

l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités, lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises (article R4532-43 du Code du Travail).

Ce document de synthèse des données intéressant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs concrétise l'étude de l'organisation et de la coordination du chantier, par le coordonnateur, le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage.

Selon l'article R4532-44 du Code du Travail, le Plan Général de Coordination énonce notamment :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
 - Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.
 - Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant plus particulièrement :
 - Les voies ou zone de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales,
 - Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles.
 - La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.
 - Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.
 - Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.
 - L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
 - Les mesures prises en matière d'interactions sur le site
-
- Les sujétions découlant des interfaces avec des activités d'exploitation et notamment le maintien de la circulation et des cheminements s'opérant sur la voie sur laquelle est situé le chantier ainsi que le raccordement des voies connexes et les accès riverains.
 - Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application des articles L 235-16 et R 238-41 à R 238-44 du Code du Travail (voies et réseaux divers).
 - Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.
 - Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants. En annexe devra figurer l'énoncé des risques et des moyens de prévention proposés par le coordonnateur SPS.

Le plan général de coordination, éventuellement simplifié, dès l'achèvement de la phase conception, est remis en deux exemplaires dont un reproductible au maître d'ouvrage, avant approbation des dossiers de consultation auxquels il est joint.

6.2.3 Déclaration préalable

Pour les opérations de niveau 2, le maître d'ouvrage doit faire une déclaration préalable auprès des organismes suivants : à l'Inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Le coordonnateur SPS prépare la Déclaration préalable déclarations et la joint au PGCSPPS. Ces déclarations préalables mentionnent en particulier l'adresse du chantier, le nom et l'adresse du maître d'ouvrage, la nature de l'ouvrage, le nom et l'adresse du maître d'œuvre, le nom et l'adresse du coordonnateur sécurité et protection de la santé, la date présumée de début des travaux, le délai prévisionnel d'exécution, les noms et adresses les titulaires des marchés s'ils sont connus, l'effectif prévisionnel intervenant sur le chantier ainsi que le nombre prévisionnel d'entreprises amenées à intervenir sur le chantier.

Ces déclarations seront visées par le représentant du maître d'ouvrage.

6.2.4 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur doit établir et compléter au fur et à mesure du déroulement des phases de conception, d'étude et de réalisation du projet, un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures (Article L 4532-16 du Code du Travail).

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	12 / 15

Conformément à l'article R 4532-95 du Code du Travail, le DIUO rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Ce dossier constitue un manuel d'utilisation, d'entretien et de maintenance des ouvrages réalisés. Il sera élaboré suivant les articles R 4532-95 et R 4532-96 du Code du Travail fixant le contenu de ce dossier. Il comprendra notamment :

Les plans, notices et dossiers techniques arrêtés au stade projet et relatifs à la consistance, à l'entretien et à la maintenance des ouvrages, équipements et réseaux

Un bordereau daté récapitule la nature, le contenu et la date de mise à jour de toutes les pièces qui constituent le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.

A l'issue de la phase conception, le DIUO est remis au maître d'ouvrage en un exemplaire.

7 Conditions d'exécution

7.1 Dispositions relatives à l'exercice de la mission

7.1.1 Planning des missions

Les consultations d'entreprises, et les démarrages de travaux, pourront être lancés en différentes étapes selon le planning du Maître d'œuvre ou de la Maitrise d'ouvrage.

Par conséquent, les missions du coordonnateur SPS pourront être découpées selon le séquençage (études et travaux).

Le titulaire est donc réputé avoir inclus dans son offre l'éventualité d'une exécution de ses missions en plusieurs fois.

7.1.2 Délai de remise des livrables

Coordination au stade de la conception (identification des risques, description des moyens qui éviteront les accidents)	Délais
Participation aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration de l'ouvrage	/
Analyse des dossiers avant-projet et projet et remise du rapport d'analyse	10 jours calendaires
Elaboration d'une notice générale de sécurité (niveau 3)	7 jours calendaires
Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	10 jours calendaires
Création du registre journal de la coordination	7 jours calendaires
Définition des suggestions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives	/
Passation de consignes au coordonnateur phase réalisation	/
Coordination en cours de chantier	Délais
Organisation de la coordination	/
Adaptation et mise à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	/
Mise en évidence et surveillance des interférences avec les activités d'exploitation sur le site	/
Mise à jour du registre journal	Consignation d'un élément 3 jours calendaires
Organisation des inspections communes avec les entreprises et leurs sous-traitants	/
Participation aux réunions de chantier	/
Visites inopinées hors réunions de chantier	/
Participation aux opérations de réception de l'ouvrage	/

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	13 / 15

7.2 Pièces à fournir par le titulaire

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage les documents dus :

- les pièces écrites au format *.PDF

Documents
Plan général de coordination SPS (PGCSPS)
Avis sur DIAG/APS/APD du candidat retenu par le jury, avis sur les différents APD, avis sur les différents PRO/DCE
Avis sur mémoires techniques des entreprises
PPSPS des différents intervenants
Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage DIUO
Rapport de visite / fiche suite à toute visite inopinée
Registre journal de chantier

Remarque : pour les communications des documents énoncés dans le tableau avec les entreprises, le titulaire est dans l'obligation de mettre en copie la MOA.

ARTICLE 8 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ - RECEPTION

8.1: Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

8.2: Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 26 et 27 du CCAG PI sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

ACHAT se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues aux articles 32 et 36 du CCAG-PI.

8.3: Réception

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	14 / 15

A.P.-H.P.	Consultation n°	ACHAT
CCP	Dernière mise à jour du :	15 / 15